



Union communiste internationaliste (trotskyste)

Travailleurs, unissons-nous !

Beaucoup des 6 000 manifestants du 6 décembre à Bruxelles, pour le pouvoir d'achat et les libertés syndicales, étaient conscients qu'il faudrait une mobilisation bien plus vaste pour s'opposer à l'effondrement des salaires et des conditions de vie des travailleurs. D'autant plus que les patrons, à travers la Fédération des Entreprises de Belgique, avancent maintenant ouvertement leurs revendications : un saut d'index, voire la suppression de l'indexation des salaires « au nom de la compétitivité ». Alors que l'Office européen des statistiques évalue l'inflation en Belgique à 7% pour le seul mois de novembre, les patrons rêvent de pouvoir augmenter les prix et les bénéfices sans aucun contrôle, tandis que les salaires sont quasiment bloqués.

Les directions syndicales demandent « la liberté de négocier des augmentations salariales, là où c'est possible ». Comme si les patrons qui sont à l'offensive allaient reculer d'eux-mêmes ! Comme si des députés qui ont voté la loi de 1996 contre les travailleurs, à la demande du patronat, allaient changer d'avis sans que le rapport de force ne change en faveur des travailleurs ! Demander respectueusement aux exploiters, et à ceux qui les représentent, de limiter l'exploitation pour maintenir le niveau de vie des travailleurs et donner un avenir à leur famille, c'est ne rien comprendre à

l'offensive patronale en cours... ou en être complices !

Les travailleurs ont été affaiblis par la politique des dirigeants des Partis socialistes qui ont justifié concessions sur concessions au patronat, multiplié les contrats subventionnés créant des travailleurs jetables. Les travailleurs ont été affaiblis et divisés par la politique des dirigeants syndicaux prétendant « sauver les meubles » en acceptant les licenciements des intérimaires et des CDD... pour sauver les CDI.

Aujourd'hui, les patrons poussent les CDI âgés vers la sortie et imposent aux plus jeunes des contrats précaires et mal payés. Pour refuser des augmentations de salaires, les patrons proposent des primes qui leur coûtent moins chers. Puis ils suppriment les primes... c'est autant de gagné pour les actionnaires.

Aujourd'hui, tous les travailleurs, quel que soit leur contrat, ont leurs salaires quasiment bloqués. Tous sont confrontés au chômage économique et aux suppléments d'impôts. Beaucoup de travailleurs en CDI sont devenus corvéables, rappelables, renvoyables... comme des intérimaires.

Mais cela va se retourner contre le patronat. À sa façon, il a beaucoup fait pour créer des intérêts communs à tous ceux qu'il a divisés. Car de plus en plus de travailleurs comprennent le danger de la division.

Une partie du personnel soignant hésite ou refuse le vaccin anti-covid, cela a créé des divisions, mais par

milliers, vaccinés et non-vaccinés ont manifesté côte à côte le 7 décembre pour dénoncer le projet du gouvernement d'utiliser l'obligation vaccinale pour mettre les non-vaccinés au chômage... alors que des lits d'hôpitaux restent inoccupés faute de personnel !

D'autres manifestants protestent « au nom de la liberté » contre l'obligation vaccinale et toutes les contraintes sanitaires imposées. On en est là parce que le virus mute et se diffuse plus rapidement à cause du refus du capitalisme de lutter efficacement contre la pandémie par la diffusion massive des vaccins aux pays pauvres. Mais quelle « liberté », avec ou sans CST, alors que de plus en plus de travailleurs sont exclus des cinémas, des restaurants, des voyages, à cause des salaires, pensions ou indemnités insuffisantes ?!

Pour se défendre, les travailleurs n'ont pas d'autre choix que de s'unir, avec un programme clair, qui les rassemble autour de leurs intérêts communs. Chacun devrait avoir un travail et un salaire suffisant pour vivre dignement. Il faut répartir le travail disponible entre tous, en prenant sur les profits et les dividendes accumulés.

Contre l'inflation, il faut imposer l'alignement des salaires, des pensions et des indemnités de chômage sur les prix. Et les augmentations des prix doivent être mesurées par

les travailleurs eux-mêmes, et non par des experts en manipulation à la solde du gouvernement et des patrons.

Plus encore, pour sauver l'humanité de l'accumulation de crises financières, climatiques, sanitaires, pour s'opposer aux menaces de guerres, les travailleurs devront contester aux capitalistes la direction de l'économie et de la société.

Les travailleurs organisés, unis par des idées et un programme sont une force qui non seulement peut se défendre, mais qui peut tout changer !

Manifestation du 6 décembre : il faudra des luttes d'ensemble pour changer le rapport de force

Plusieurs milliers de manifestants ont défilé dans les rues de Bruxelles lundi 6 décembre, à l'appel de la FGTB et de la CSC. Le cortège des manifestants était composé de syndicalistes et de travailleurs des TEC, de la STIB, de Lidl, de l'industrie, des titres services, d'enseignants et de jeunes travailleurs qui entendaient dénoncer la précarité qui se généralise.



Le problème du pouvoir d'achat est dans toutes les têtes, avec une inflation en Belgique à 7% pour le mois de novembre, selon les calculs de l'administration européenne.

Beaucoup de manifestants

étaient conscients qu'une seule manifestation ne pouvait résoudre le problème, mais « ne pas manifester serait pire » face aux patrons et aux gouvernements. En effet. D'autant que le patronat mène désormais campagne contre l'indexation des salaires sous prétexte, selon la FEB, « qu'elle met en danger la compétitivité des entreprises ». Le patronat sait que l'inflation est un moyen facile et anonyme de baisser les salaires des travailleurs... tout en augmentant les prix et donc les bénéfices.

Aux préoccupations sur les augmentations des prix s'ajoutent bien d'autres causes d'inquiétude : la gestion chaotique de la pandémie, l'absence d'avenir pour les jeunes et aussi la montée de l'extrême droite, comme le confirme encore la campagne électorale en France.

Dans leurs discours, les dirigeants syndicaux réclament « la suppression de la loi de 1996 pour retrouver la liberté de négocier des augmentations salariales là où c'est possible ». Mais même dans les secteurs comme le pharmaceutique, la chimie, l'industrie, la distribution, où les bénéfices ont augmenté malgré la pandémie, les patrons refusent d'augmenter les salaires. Bien plus : ils licencient les travailleurs âgés pour les remplacer par des intérimaires moins payés, ils abusent du recours au chômage sous divers prétextes puis imposent des heures supplémentaires et des week-end travaillés sans supplément.

Les salaires s'érodent de tous côtés, les périodes chômées augmentent encore les impôts payés par les travailleurs. De nombreuses entreprises suppriment désormais les primes annuelles, comme la CCT 90, ... tout en augmentant les dividendes versés aux actionnaires.

Les conditions de vie et de travail se sont encore brusquement dégradées ces derniers mois, et pourtant, malgré

l'inquiétude qui se généralise, la mobilisation des travailleurs reste difficile.

Mais les spéculateurs, les actionnaires, les gouvernements sont bien décidés à faire payer le chaos de l'économie capitaliste à la classe ouvrière. Ce sont eux qui provoqueront, tôt ou tard, des explosions sociales.

Il faudra que ces explosions mettent en avant la défense des intérêts de la classe ouvrière, de tous ces travailleurs essentiels qui ont en commun le besoin d'un salaire et d'un emploi pour mener une existence digne. Et toutes les femmes et les hommes qui prennent conscience de cette nécessité doivent s'appuyer sur toutes les mobilisations, même limitées, pour pouvoir y entraîner leurs camarades.

Manifestation du secteur de la santé : refus total des licenciements !

Le 7 décembre dernier, 4 000 personnes du secteur de la santé ont manifesté à Bruxelles, à l'appel des syndicats contre l'obligation vaccinale et les sanctions liées. C'était un cortège coloré, dynamique, avec une multitude de pancartes et de slogans qui regroupait infirmières d'hôpital de différentes spécialisations, infirmières à domicile ou des maisons médicales, aides-soignants et femmes de ménage.

Les collègues vaccinés et non vaccinés avaient souvent fait le déplacement ensemble. Peu de discussions tournaient autour de la question du vaccin lui-même ou de la liberté de choix de chacun. Non vaccinés comme vaccinés se sentaient en fait également attaqués par les sanctions associées à l'obligation vaccinale. Car si les collègues non

Abonnement : 15 € pour 20 numéros ou plus avec soutien

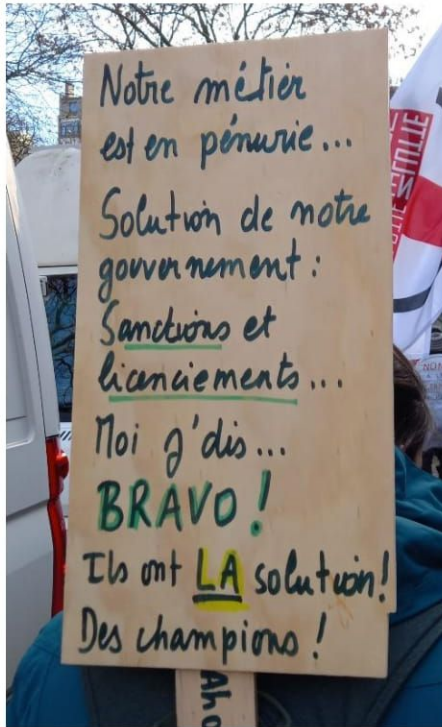
Vous pouvez vous abonner à **Lutte Ouvrière** par virement IBAN : BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1

avec la mention : abonnement LOB et vos coordonnées postales

ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.

Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse

vaccinés sont poussés dehors, la charge de travail déjà insupportable retombera sur ceux qui restent. Le simple fait que le gouvernement songe en pleine pandémie à des licenciements, quel que soit le prétexte, mettait tout le monde d'accord contre un gouvernement qui « ne nous a jamais écouté ».



Une infirmière non-vaccinée : « cela fait des années que je prends sur ma vie privée pour combler les trous à cause des sous-effectifs, et c'est comme ça que je suis remerciée ?! ». Une autre, vaccinée : « il y a deux ans, on nous applaudissait. Alors je pensais qu'ils avaient enfin compris qu'on ne peut pas continuer comme ça. Mais en fait, non, ils n'ont rien compris. Là, c'est une véritable insulte qu'on reçoit en prime ! ».

Cela discutait aussi des salaires insuffisants et des factures qui explosent. Si certaines infirmières mettaient en avant leur qualification pas suffisamment reconnue et qui mériterait un meilleur salaire, d'autres émettaient l'idée qu'il faudrait se défendre toutes et tous ensemble. Une infirmière racontait : « mon mari travaille dans la logistique. C'est exactement la même chose chez lui. ».

Plusieurs sont allées manifester aussi dimanche 21 novembre, contre la passe sanitaire. C'étaient parfois elles qui avaient entraîné leurs collègues à cette manifestation-ci.

Pour convaincre de se faire vacciner, l'obligation vaccinale et les sanctions annoncées par le gouvernement sont contre-productives. Mais il y a de moins en moins de monde dans les hôpitaux qui attendrait autre chose que de l'incompétence et du mépris de la part du gouvernement. Chaque Codéco et chaque annonce de Vandembroucke sont une goutte de plus qui vient remplir le vase du mécontentement.

Ils tirent sur l'ambulancier

Sur le millier de pompiers de Bruxelles, près de 300 seraient concernés par les sanctions contre les personnes non-vaccinées dans le secteur de la santé.

S'il y en a qui ont pris leurs responsabilités dans la pandémie, c'est pourtant bien eux. Ce sont, entre autres, ces pompiers-ambulanciers qui vont chercher les patients covid pour les amener à l'hôpital.

Ce n'est certainement pas de ce gouvernement, qui a laissé mourir des milliers de vieilles personnes dès la première vague, qu'ils ont des leçons à recevoir ! Non aux sanctions !



L'hôpital André Renard à Herstal en burnout

Vendredi 10 décembre, la direction de la clinique André Renard à Herstal (réseau Solidaris) avait décidé de fermer les urgences pour plusieurs jours. Simplement, disait son directeur, pour permettre au personnel, qui enchaîne

des week-ends travaillés pour pallier au sous-effectif, de souffler.

Réponse du ministre de la santé Vandembroucke : envoi de l'inspection de l'hygiène qui a ordonné la réouverture des urgences de l'hôpital sous peine de sanctions pénales contre la direction générale, la direction médicale, la direction nursing et l'infirmier chef des urgences, pouvant aller jusqu'à des peines de prison.

L'hôpital a donc dû rouvrir les urgences, mais est contraint de fermer d'autres lits et donc de refuser des soins. Le personnel hospitalier a vu encore une fois ce qu'il peut attendre du gouvernement : rien !

Le poorwashing de Viva for Life

L'opération caritative Viva for Life destinée à récolter des fonds pour lutter contre la pauvreté infantile est de retour comme chaque année. Le constat est là, la pauvreté ne fait qu'augmenter pour les enfants comme pour leurs parents. Et l'augmentation du prix des aliments, de l'essence et de l'énergie aggravent encore la situation.

Il est clair que les associations ont de plus en plus besoin d'argent, tant l'Etat se désintéresse du sort des classes populaires, quand il ne plonge pas directement les familles dans la pauvreté, en les jetant hors du chômage, en leur retirant allocations et pensions de survie ou en leur refusant un titre de séjour.

Mais cette année comme les années précédentes, il ne faudra pas compter sur la RTBF pour analyser les causes de la pauvreté et dénoncer la classe capitaliste et sa rapacité. Au contraire, comme chaque année, les entreprises comme Belvius après avoir mis les familles sur la paille viendront en grande pompe distribuer un « petit chèque » bien ridicule en regard de l'argent qu'ils nous extorquent.

C'est quand qu'on leur fait ravalier leur cynisme ?

Manifestations contre les mesures sanitaires

Dimanche 5 décembre, des milliers de manifestants ont, pour la deuxième fois, protesté contre le passe sanitaire, l'obligation vaccinale et la nouvelle mesure qui oblige le port du masque pour les enfants de plus de 6 ans. En première ligne de la manifestation, pompiers et soignants dénoncent l'obligation vaccinale avec menace de licenciement pour ces deux secteurs qui sont particulièrement touchés par une pénurie de personnel. Il y a de quoi se révolter contre cette nouvelle attaque contre les travailleurs !

Une infirmière non-vaccinée participant à la manifestation raconte que, si quelques membres du personnel soignant céderont sans doute à la pression et se feront vacciner, la plupart de ses collègues non-vaccinés, elle y compris, savent qu'ils ne céderont pas. Quand on sait que tous les lits en soins intensifs ne sont pas utilisés simplement par manque de personnel, ça fait réfléchir.

Outre les travailleurs des soins de santé, on retrouve une grande variété de manifestants. Certes, l'extrême droite est présente pour tenter, comme à son habitude, de surfer sur la colère. Mais la grande majorité des participants expriment simplement leur mécontentement ! Une jeune fille vaccinée raconte qu'elle n'est pas contre le vaccin mais contre l'obligation vaccinale et la multitude de mesures sanitaires à supporter : « On ne peut plus vivre ». Pour elle, les mesures sanitaires sont la goutte de trop mais c'est l'ensemble du système qu'il faudrait changer. Et en effet, en s'attaquant aux salaires, aux services publics et en tournant uniquement pour les profits, ce système capitaliste montre tous les jours à quel point il est incapable de répondre aux intérêts des travailleurs. Mais pour le changer, les travailleurs ne doivent pas se laisser diviser entre

vaccinés et non-vaccinés, ni oublier qu'ils ont les mêmes intérêts face aux capitalistes !

Un parasite fait faillite

Le fournisseur d'énergie Vlaamse Energieleverancier s'est déclaré en faillite. 70 000 clients doivent donc chercher un autre fournisseur, hausses importantes de la facture à la clé. De plus, les montants mensuels déjà payés pour l'année sont perdus jusqu'à un très hypothétique jugement dans plusieurs années.

« La concurrence va baisser les prix pour les consommateurs », disaient-ils en 2007 quand la distribution de gaz et d'électricité fut ouverte à la concurrence capitaliste... Quelle belle réussite !

Austérité et destruction d'emplois à la Province du Hainaut

Après la province de Namur, il y a un an, la Province du Hainaut a annoncé toute une série de mesures d'austérité à hauteur de 200 millions d'euros sur 6 ans pour financer les zones de secours.

Dans les années à venir ce sont plus de 500 emplois qui seraient détruits à la Province à cause du non-remplacement des agents partant à la retraite. Mais en réalité, la destruction d'emplois utiles serait encore plus grande puisque toute une série d'associations sportives, culturelles et sociales veraient leur financement raboté de 18%. Tout cela dans une région où le chômage des jeunes atteint, selon les chiffres officiels, 29% et où le taux de chômage global est nettement supérieur à la moyenne régionale.

Les travailleurs qui restent sont conscients que ce sera une charge de travail supplémentaire et que cela signifiera la déglutition des services, d'autant plus que toute une série d'activités seraient arrêtées, transférées ou sous-traitées, en tout cas si d'autres organismes veulent bien s'en charger,

ce qui n'est pas du tout sûr.

Le financement des zones de secours est nécessaire mais les différents pouvoirs, fédéral, régional, provincial et communal ne veulent pas l'assumer et se refilent la responsabilité. Un comble quand on voit comment ils distribuent l'argent avec largesse aux entreprises.

Les travailleurs de Logistics Nivelles ne se laissent pas faire

Une cinquantaine de travailleurs de Logistics Nivelles ont distribué des tracts aux clients samedi 10 novembre au Carrefour d'Evere, où se trouve également le siège de Carrefour Belgique. Ils expliquent que « *Carrefour se cache derrière Kuehne + Nagel* » pour fermer le site de Nivelles et supprimer 400 emplois.

Le tract syndical dénonce : « *la fermeture du dépôt nivellois découle d'une stratégie délibérée de Carrefour pour son intérêt financier au détriment des conditions de travail de l'ensemble des travailleurs du secteur.* »

Dénoncer l'égoïsme des capitalistes et mettre en avant les intérêts communs à tous les travailleurs, qu'ils soient en Flandre ou en Wallonie, c'est un bon début !

Les vautours s'approchent

L'agence de notation Moody's a baissé ses notes pour plusieurs entités fédérées de l'Etat belge en déficit. La Région wallonne passe au dernier degré des notes A avant de tomber dans la catégorie B, la Fédération Wallonie Bruxelles dans l'avant-dernier degré de A.

Un abaissement de note signifie surtout devoir payer des intérêts plus élevés pour chaque emprunt. C'est bien connu, plus on a besoin d'emprunter, plus il faut payer d'intérêt.

La proie est affaiblie. C'est le

signal pour les vautours de la finance que le banquet va bientôt être ouvert.

Mais ce que les vautours de la finance s'apprêtent à engloutir, ce sont les soins de santé, les écoles des enfants et les salaires de leurs profs, les pensions des fonctionnaires... et tout le reste.

Ils brassent du vent



Le gouvernement fédéral impose de placer des détecteurs de CO2 dans les écoles pour mesurer la qualité de l'air.

On pourra ainsi mesurer scientifiquement que la qualité de l'air est mauvaise dans les classes ! Car d'économies en économies, de nombreuses classes sont trop exiguës ou ne disposent pas de fenêtres en nombre suffisant ayant été condamnées pour cause de vétusté des châssis, ou sont carrément inexistantes lorsque les cours se donnent dans les caves !

Il ne manque pas d'air

Placer les détecteurs de CO2 dans les écoles coûterait 10 millions d'euros à la Fédération Wallonie Bruxelles qui n'a su en débloquer que 3. Le ministre-président de la FWB, Jeholet, déclare qu'installer la ventilation dans les écoles est impayable.

Trouver de l'argent pour arroser les patrons, ça les gouvernements savent faire, mais quand il s'agit de garantir un environnement d'étude sain aux enfants, là ce n'est pas possible !

Question de priorité sans doute...

Déclaration de guerre

Face à la dette de la FWB, le ministre président Jeholet déclare qu'il faut « oser » discuter des normes d'encadrement dans les écoles, « *voyons si on est prêt à travailler une heure de plus par semaine* » dit-il. En clair, pour faire des économies budgétaires, Jeholet voudrait augmenter la charge horaire des enseignants et du coup licencier ceux qui seraient ainsi devenus surnuméraires. Il veut aussi empêcher les enseignants de partir en retraite de manière anticipée, comme si on pouvait enseigner jusqu'à 67 ans !

Et de conclure, « *Oui ils vont hurler, oui le métier est dur, oui il y a déjà des pénuries. Mais tout le monde a du mal, il y a des indépendants qui crèvent avec la crise, il y a des salariés qui n'ont plus que 65% de leur salaire. Alors je suis désolé, si on n'accepte pas cela, il ne faudra pas pleurer toutes les larmes de son corps en disant que la situation de la FWB est intenable...* ».

Non, ce n'est pas vrai que "tout le monde a du mal" les riches deviennent encore plus riches et le nombre de milliardaires augmente !

Alors le ministre espère faire passer son attaque en présentant les enseignants comme des privilégiés. A l'heure où les enfants et les adolescents ont du mal à se raccrocher au rythme scolaire suite aux fermetures des écoles et à l'école à distance, alors qu'il faudrait d'autant plus de personnel pour les aider à rattraper leur retard, Jeholet n'a rien d'autre à proposer que de s'attaquer encore aux écoles, au détriment du personnel et de tous les enfants !

Champagne pour les marchands de canons



En 2020, alors que l'économie mondiale entrait en récession, que la

pénurie de matériel médical et de personnel paralysait la lutte contre le Covid... les gouvernements augmentaient leurs dépenses militaires.

Le marché de la mort, l'industrie de l'armement bat des records de vente depuis 6 années consécutives, une hausse de 17% par rapport à 2015.

Les États s'arment jusqu'aux dents dans un monde toujours plus chaotique, tandis que des milliards d'êtres humains n'ont que des moyens rudimentaires pour vivre et travailler.

Russie - Ukraine : Les bruits de bottes, le gaz, et les allumettes

Des centaines de milliers de soldats russes et ukrainiens sont massés le long de la ligne de front qui sépare les deux pays.

Ce ne sont pas que des manœuvres militaires, car des soldats y meurent tous les jours sous les tirs d'artillerie ou des snipers. Des situations de ce type, où les pays semblent « au bord de la guerre », sont devenues ces dernières décennies la façon dont les gouvernements américain, européens et russe « négocient » leurs intérêts opposés, autour des gazoducs russes vers l'Europe.

Les USA s'efforcent d'entraîner les gouvernements européens dans une stratégie de tension avec la Russie et agitent la menace d'une intégration de l'Ukraine dans l'OTAN. Les dirigeants russes répliquent en soutenant le gouvernement biélorusse dans sa confrontation avec la Pologne sur la question des migrants, ou en massant des troupes aux frontières de l'Ukraine.

Les coups de téléphone entre Poutine et Biden, pour faire retomber la tension, n'empêchent pas chaque camp de continuer à se préparer à un conflit armé. La dégradation constante des relations internationales entre régions du monde,

qui dépendent pourtant économiquement les unes des autres, est un aspect de l'impasse tragique dans laquelle s'enfoncé le capitalisme et menace l'humanité.

Manifestation des travailleurs de Fedasil

En se penchant à sa fenêtre jeudi 9 décembre, le secrétaire d'État à l'asile Sammy Mahdi pouvait voir les travailleurs de ses propres services protester contre sa politique inhumaine à l'égard des demandeurs d'asile. Médecins sans frontières et bénévoles d'aide aux migrants étaient venus faire du bruit avec le personnel de Fedasil : « Sammy, tu dors, des humains dorment dehors ! »

C'est en effet la situation au centre du Petit-Château à Bruxelles, où des sans-papiers doivent dormir sous la neige dans l'attente d'être reçus pour introduire une demande d'asile. « Ils ont le droit de demander l'asile et de recevoir une aide matérielle, mais ils ne la reçoivent pas et c'est inhumain » dit un employé de Fedasil. Leur porte-parole, Danaé Coquelet ajoute : « On ne peut plus continuer comme cela, cela ne respecte pas le droit des demandeurs de protection internationale ni les droits des travailleurs du secteur de l'accueil. Les travailleurs sont épuisés (...) tous les jours on doit choisir qui va rentrer et qui va rester dehors. »



Sammy Mahdi répond qu'il « comprend que les travailleurs de Fedasil subissent une charge de travail élevée » et « qu'il fait tout son possible pour créer des places et les pourvoir en personnel ».

Les travailleurs de Fedasil eux-mêmes ne sont pas dupes de ces explications. Le gouvernement a fermé beaucoup de places d'accueil pour demandeurs d'asile alors même que la prise de Kaboul par les talibans, en Afghanistan, provoquait une fuite massive de réfugiés.

C'est en toute connaissance de cause que le gouvernement belge et le secrétaire d'État à l'asile ont organisé la pénurie de places d'accueil sous la pression de l'extrême droite. Cette politique n'empêchera jamais personne de fuir les guerres, les exécutions, la faim, mais par contre elle traduit en actes les idées racistes et xénophobes.

Heureusement qu'il y a des travailleurs conscients, comme ceux de Fedasil pour au moins dénoncer l'inhumanité dans laquelle le gouvernement les plonge, dans laquelle il veut nous plonger tous ! Avant que le mécontentement explose face à ces gouvernements et leurs béni-où-oui.

Migrants noyés dans la manche : l'abîme moral des gouvernements



La trentaine de migrants noyés dans la Manche le 24 novembre avaient appelé les garde-côtes français et anglais à plusieurs reprises avant que leur embarcation ne coule. La police anglaise leur a répondu d'appeler la police française et vice-versa. Cette réaction, qui a causé la mort de près de trente personnes, montre à quoi aboutit concrètement la politique des gouvernements français et britannique s'opposant à l'accueil des réfugiés.

Macron et Johnson dénoncent les passeurs, mais ce n'est qu'une diversion pour couvrir l'indignation que

soulève leur politique criminelle.

Il n'y aurait pas de passeurs s'il n'y avait pas des guerres continuelles dans de nombreuses régions du monde, entretenues par les pays capitalistes et les vendeurs d'armes, comme la France et la Belgique.

Stop aux violences faites aux femmes

Entre 5 000 et 8 000 personnes ont manifesté le 28 novembre dernier contre les violences faites aux femmes. À juste titre : partout sur cette planète l'épidémie de coronavirus est aussi synonyme d'une explosion des violences faites aux femmes. Mais alors que le confinement a fait augmenter les plaintes pour violences domestiques de 30% en France et que 18 femmes en Belgique sont mortes de féminicide cette année, la société capitaliste n'a rien de mieux à proposer qu'un numéro d'urgence, le renvoi de femmes dans le domicile de l'agresseur par manque de logements d'urgence et des salaires de misère qui ne permettent pas aux femmes de quitter leur compagnon violent.

Dire STOP aux violences faites aux femmes c'est aujourd'hui une nécessité. Mais dans cette société capitaliste, ce ne sera pas suffisant pour abolir les violences sexistes dirigées contre les femmes. Pour y arriver nous devons d'abord, travailleuses et travailleurs, nous allier pour renverser la société capitaliste et créer une organisation sociale nouvelle où l'intelligence et le travail collectifs serviront à faire face aux oppressions plutôt qu'à augmenter encore un peu les profits !

**Suivez-nous
sur Facebook :
Lutte Ouvrière Belgique**

E-Mail: contact@lutte-ouvriere.be

Tel : 0470-18.82.39

Internet : www.lutte-ouvriere.be

Partagez nos publications !